



Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle  
Province l'Ituri, Territoire de Djugu, Secteur des Walendu Djatsi

**Zone de santé : Bambu**

**Aires de santé :** Bambu/Paroisse, Gutsi/Tshudja, Ngabulo, Bula/Tshudja Petsi, Nyangaray, Tchili, Dhungo

**Axe Bambu – Kobu – Tchudja (données collectées à partir de Bambu centre)**

**Date de l'évaluation :** 30/09/2021 et 03/10/2021

**Date du rapport :** 09/10/2021

Pour plus d'information, Contactez : ADSSE (Coordination des urgences)

**Michel LULAMI : [mlulami2000@yahoo.fr](mailto:mlulami2000@yahoo.fr) (0813183123)**

## 1 Aperçu de la situation

### 1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conflit <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mouvements de population</li> </ul> </li> <li>• Epidémie</li> <li>• Crise nutritionnelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Catastrophe naturelle</li> <li>• Crises électorales</li> <li>• Autre</li> </ul>	
Date du début de la crise :	28/07/2021	Date de confirmation de l'alerte :	Le 17 septembre 2021
Code EH-tools	4030 et 3818 (mise à jour)		
Si conflit :			
Description du conflit	<p>L'alerte mentionnée ci-haut relative à Djugu-Ouest avait fait état de près de 50 000 personnes en déplacement autour de l'aire de santé, Bambu, Mongwalu et la brousse environnante. Situation liée aux affrontements entre FARDC et CODECO depuis le 28 juillet 2021 dans la partie Ouest du Territoire de Djugu. Dans la ZS de Bambu, ces déplacements affectent principalement les aires de santé de Kobu, Bambu mission et environs. Ces affrontements s'accompagnent des actes de violation grave de droits humains (saccage/pillages des biens de la population, incendies et destructions des maisons et infrastructures scolaires comme l'EP Bambu, etc) ; avec comme conséquences immédiates: la limitation d'accès des populations aux services sociaux de base et des acteurs humanitaires dans la zone. Des besoins d'accès en vivres, AME/Abris, en soins de santé/Nutrition, Wash, éducation et protection sont urgents pour ces déplacés.</p> <p>Depuis lors, des attaques et incursions de ces groupes armés et leurs traques par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont empiré une situation</p>		

humanitaire déjà précaire dans cette zone de santé/ Des exactions comme enlèvements, coups et blessures, arrestations arbitraires, viols sur les femmes, destruction méchante des maisons abandonnées par les PDIs et dégâts collatéraux sur des infrastructures communautaires (centres de santé et écoles), ont notamment été rapportés, attribués aux deux parties en conflit. Ces exactions se sont intensifiées au cours des périodes allant de Juillet 2021, à début octobre 2021 suite aux opérations militaires lancées par les FARDC.

Il résulte de ce qui précède, des déplacements massifs des populations estimées à 121.284 personnes à l'intérieur de la ZS Bambu, sans compte les mouvements de Bambu vers Mongwalu. Principales aires de santé affectées : Bambu mission, Gutsi/Tshudja, Kobu, Ngabulo, Bula/Tshudja Petsi, Nyarada, Banana, Tchili et Lalo, selon les sources. Mais seules les AS de Bambu mission et de Kobu ont été évaluées.

Ces déplacés internes vivent dans les familles d'accueil et d'autres dans les centres collectifs (les salles des classes de l'EP Bambu1 et EP Bambu 2, la salle de la paroisse catholique des sœurs religieuses à Bambu-mission et au centre de santé) et d'autres demeurent en érance dans la brousse. Ils vivent dans des conditions déplorable : entre 6 à 7 familles par salle de classe. On note aussi 42.958 personnes retournées (à confirmer) vers les Aires de santé de Nyangaray, Djungo, Mangambo, Zengo dans la ZS de Bambu. Cette tendance au retour est découragée par la posture militaire adoptée par les FARDC qui prennent pour cible, sans distinction, tout habitant présent dans les zones d'opérations.

La situation sécuritaire reste donc volatile et des incidents de protection sont légion. C'est dans ce contexte que le Bureau de OCHA Bunia avait instruit la communauté humanitaire de l'Ituri, à travers 08 Organisations nationales et 05 Internationales de conduire sous le lead de l'ADSSE, une mission conjointe ERM afin de mettre à jour les besoins humanitaires dans cette zone de santé BAMBU longtemps oubliée en termes de réponse humanitaire par rapport aux besoins. OCHA Bunia avait offert son propre cadre de travail pour permettre aux acteurs de se réunir en vue de planifier ladite mission.

#### Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Aire de Sante (si possible, coordonnées GPS)	Autochtones	Déplacés à cause de cette crise	Retournés à cause de cette crise	Réfugiés/ra patriés	% de déplacés	% de Retournés
AS Bambu	N/D	16200	N/D	N/D	13,36	-
AS Petsi	N/D	18100	N/D	N/D	14,92	-
AS Kobu	N/D	13500	N/D	N/D	11,14	-
AS Tchili	N/D	12300	7800	N/D	10,14	15,36
AS Nyarada	N/D	9214	N/D	N/D	7,60	-
AS Tshudja	N/D	11200	N/D	N/D	9,23	-
AS Banana	N/D	18170	N/D	N/D	14,98	-
AS Lalo	N/D	22600	N/D	N/D	18,63	-
AS Nyangaray	N/D	-	10258	N/D	-	20,22
AS Djungo	N/D	-	8100	N/D	-	15,96
AS Mangambo	N/D	-	9300	N/D	-	18,32
AS Zengo	N/D	-	15300	N/D	-	30,14

TOTAUX:		121284	42958		100%	100%
---------	--	--------	-------	--	------	------

*Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années*

Date	Effectifs	Provenance	Cause
Le 06 juin 2019	-	Bambu, Gutsi/Tshudja, Bula/Tshudja Petsi,Kobu,Dalla	Mouvements de population: Affrontement entre FARDC et les éléments milices armé
Du 04 février au 17 septembre 2020	-	Nyangaray, Lipri, Rithy,Lingo, Limani,Abese, Tchudja et Zengo	Mouvements de population: Affrontement entre FARDC et les éléments milices armé
Du février au 29 juillet 2021	-	Nyangaray,Ngoto,Ngabilo, Chili,Tchudja,Kilo-mission, Sangi, Kobu,	Mouvements de population: Affrontement entre FARDC et les éléments milices armé
06 au 17 septembre 2021	-	Kobu, Bambu-centre, Itendey	Mouvements de population: Affrontement entre FARDC et les éléments milices armé

**Sources** : autorités locales dont le Chef de groupement a.i , la Zone de santé de Bambu (MCZ,MDZ,AG) ; autorités religieuses dont le Curé de la paroisse de Bambu/mission, président de Lori ; la Société civil de Bambu ; le comité Humanitaire de base de Bambu/mission et Directeurs d'EP Bambu 1 et 2

<i>Dégradations subies dans la zone de départ/retour</i>	Pillages et vols des biens, enlèvements, coups et blessures, viols des femmes, incendies et « <i>détolage</i> » des maisons , attaques contre des infrastructures sociales de base (centres de santé et écoles).
<i>Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil</i>	En km : Près de 7 à 27 Km En temps parcouru : 5 à 7 heures
<i>Lieu d'hébergement</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Familles d'accueil</li> <li>➤ Centres collectifs (écoles et paroisse)</li> </ul>
<i>Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)</i>	A part les retours timides observés dans AS listées ci-haut, la possibilité des retours vers d'autres AS n'est possible que sur l'amélioration significative des conditions sécuritaires. Sinon, aucun retour n'est prévisible dans 2 mois. Aussi, la mise en œuvre réussie du prochain programme DDRCS serait un facteur favorisant des retours durables.

**Si épidémie**

Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)				
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
Zone de santé de bambu	RAS	RAS	RAS	N/A
Total	-	-	-	-

<i>Perspectives d'évolution de l'épidémie</i>	Rien à signaler
---	-----------------

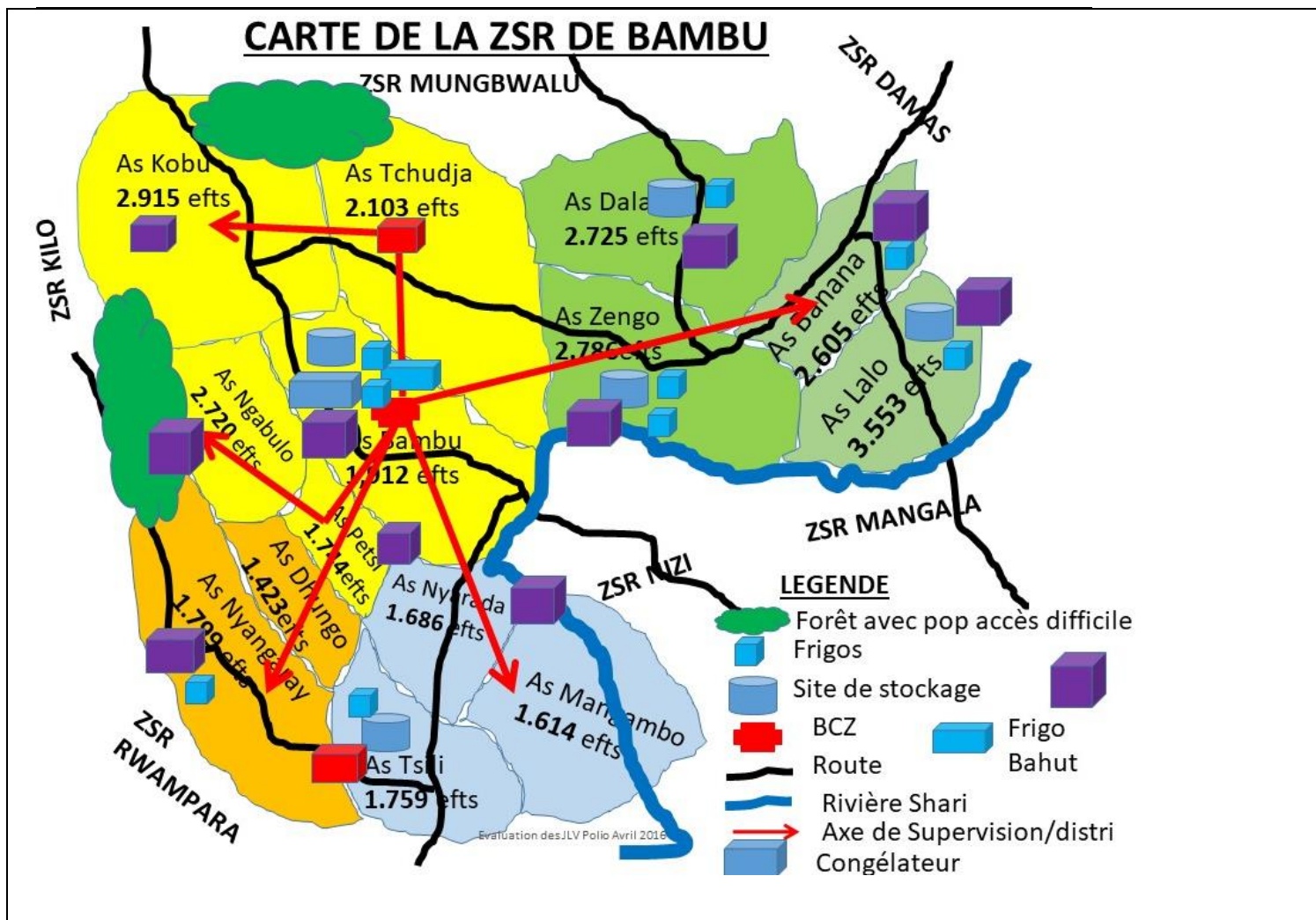
## Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

<i>Crises</i>	<i>Réponses données</i>	<i>Zones d'intervention</i>	<i>Organisations impliquées</i>	<i>Type et nombre des bénéficiaires</i>
Mouvement de population causé par l'activisme de groupes armés actif dans la zone	Distributions en nature des kits AME standards, KHI et kits covid-19 par ménages	Bambu/paroisse	ADSSE (Allocation standard 2020 du FHRDC)	484 ménages déplacés
Mouvement de population causé par l'activisme de groupes armés actif dans la zone	Accessibilité aux soins de santé primaire et santé de la reproduction	HGR BAMBU et au CS LALO, CS Banana	CARITAS BUNIA à travers la financement de UNFPA	Populations déplacées, retournées et les familles d'accueil
Mouvement de population causé par l'activisme de groupes armés actif dans la zone	Distributions en nature des kits AME-WaSH covid-19 et KHI	Bambu/paroisse ;	UniRR/PPSSP	1400 ménages déplacés
<i>Sources d'information</i>		ADSSE, UniRR/PPSSP, Caritas Bunia, MCZ Bambu, Curé de la Paroisse/Bambu- mission et Comité Humanitaire de Base de Bambu-mission mis en place par ADSSE et Caritas Bunia		

## 2 Méthodologie de l'évaluation

<b>Type d'échantillonnage :</b>	- 14 informateurs clés dont 3 femmes et 11 hommes ; - 80 ménages (40 PDI et 40 communautés hôtes) ont participé à l'enquête.
<b>Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités</b>	



<b>Techniques de collecte utilisées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quatre Groupes de discussion séparés par genre dont 1 pour les hommes, 1 pour les femmes, 1 pour les garçons et 1 pour les filles qui ont répondu au questionnaire ad hoc ;</li> <li>- Entretiens libres avec un panel d'informateurs clés pour la collecte des données sectorielles auprès des (hommes, femmes dans leurs diversité), constitués du chef de groupement a.i de Nyarada, directeur de l'EP Bambu 1, MCZ, IT de l'aire de santé visitée Bambu/Paroisse, représentant de la société civile locale et le Président de l'association locale dénommée « LORI-Tchudja » ;</li> <li>- Enquête score card AME et Abris auprès des 80 ménages visités</li> <li>- L'observation directe des infrastructures sociales de base et des maisons dans les communautés d'accueil ;</li> <li>- La revue documentaire a été utilisée au bureau central de la ZS et au niveau de centre de santé (il s'agit du rapport circonstancié en rapport avec les mouvements des populations.</li> </ul>
<b>Composition de l'équipe</b>	<p>Organisations impliquées dans cette évaluation :</p> <p>ADSSE, AJEDEC, APROHDIV, AVSI, CARITAS Bunia, CLUB AMIS DE L'ENVIRONNEMENT (CAE), COOPI, FADEM, INTERSOS, MAVUNO, PADI, PPSSP, SCI</p>

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

<i>Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)</i>	<i>Recommandations pour une réponse immédiate</i>	<i>Groupes cibles</i>
<p><b>Besoins en Protection et sécurité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tracasserie militaire auprès des PDI et leurs communautés hôtes par les hommes en arme</li> <li>- Non accès aux champs pour les PDI et communautés locales</li> <li>- Prise en charge holistique non assurée des cas de VBG,</li> <li>- Ignorance par les communautés locales, des textes légaux visant la protection de la femme et de l'enfant 'Code de la famille', la loi portant sur l'accès à la terre et la protection de l'enfant ainsi que la documentation civile en faveur des IDPS et communautés hôtes dans la zone.</li> <li>- Présence très probable d'engins non explosés dans les villages ayant fait l'objet des bombardements (Bambu centre, Kobu</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer auprès des autorités politico-militaires pour améliorer la situation sécuritaire dans la zone, y compris pour l'installation de base temporaire de la MONUSCO à Bambu ;</li> <li>- Vulgariser les textes légaux visant la protection des droits des personnes déplacées, notamment les principes directeurs relatifs aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.</li> <li>- Mener des évaluations appropriées relatives à la protection de l'enfance et VSBG dans la zone pour identifier les cas de protection (VSBG et PE) en vue d'une prise en charge spécifique (Sous Cluster Protection de l'Enfance et GTVBG)</li> <li>- Formation des acteurs locaux sur la prise en charge de cas de VBG et sensibilisation de la communauté sur les formes de violences basées sur le genre, Création des structures communautaire de protection ;</li> <li>- Organiser des plaidoyers auprès du GT LTP pour que des actions concrètes soient menées dans le but de promouvoir la cohésion sociale par la gestion des conflits fonciers, promouvoir la documentation civile (Enregistrement des enfants à l'état civil, etc.) ;</li> <li>- Sensibiliser la population sur les risques potentiels d'engin non</li> </ul>	<p>Population déplacées, retournés et communautés hôtes.</p>

<p>notamment) avec risque d'accident pour les populations exposées.</p>	<p>explosés, localisation physiques du danger et nettoyage par les acteurs qualifiés.</p>	
<p><b>Besoins sécurité alimentaire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dysfonctionnement du système de marché local (aucun marché fonctionnel)</li> <li>- Manque des Vivres au sein des familles d'accueil et ménages des PDIs (nombre de repas très réduits (un repas moins diversifié une fois par jour) ;</li> <li>- Abandon des activités champêtres</li> <li>- Manque d'activités génératrices des revenus pour les déplacés.</li> </ul>	<p><b>A court terme</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prioriser la distribution urgente des vivres à travers des foires.</li> <li>- Permettre la libre circulation de la population pour aller se ravitailler en vivres dans les marchés environnants et promouvoir la réouverture du marché de Bambu centre</li> </ul> <p><b>A moyen terme</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer les ménages déplacés et leurs familles d'accueil en intrants agricoles pour assurer la relance dans la zone (haricot, maïs, les cultures maraichers et houe ; pelle ; arrosoir)</li> <li>- Appuyer la structuration et l'opérationnalisation des associations villageoises d'épargnes et des crédits (AVEC) afin que les ménages déplacés et les familles d'accueil mettent en œuvre des AGR (petits commerces).</li> <li>- Distribuer des vivres aux ménages déplacés ainsi qu'à leurs familles d'accueil pour assurer la protection des semences ;</li> <li>- Suivre la dynamique de déplacement et de retour afin de mobiliser des ressources pour l'accompagnement des ménages retournés</li> <li>- Procéder à une enquête approfondie en sécurité alimentaire faisant ressortir les modalités de réponse les plus adaptées, avant intervention.</li> </ul>	<p>Tous les ménages vulnérables : déplacés, retournés , familles d'accueil.</p>

<p><b>Besoins Abri et AME :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Au moins 90% des maisons sont incendiées, détruites ou toitures pillées par des hommes en arme dans les villages jadis affectés par les opérations militaires (AS Bambu, Gutsi/Tshudja, Ngabulo, Bula/Tshudja Petsi, Nyangaray, Chili, Dhungo) ;</li> <li>- Maisons endommagées dans les zones de retour ;</li> <li>- Les PDIs vivent en promiscuité prononcée dans des centres collectifs à Bambu-Mission (l'église catholique Bambu, salles des classes des EP1 et 2 BAMBU), sur accord VERBAL et non documenté des autorités ecclésiastiques.</li> <li>- La promiscuité est observée dans les ménages d'accueils des PDIs. Moyenne : 15 à 16 personnes/maison 42m<sup>2</sup> disponibles.</li> <li>- Absence totale ou partielle des AME pour 80% des ménages enquêtés dans les zones des déplacements ;</li> <li>- Absence des capacités locales des marchés pour l'approvisionnement en AME.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire des abris transitionnels en faveur des PDIs en famille d'accueil si les parcelles ne sont pas spacieuses ;</li> <li>- Procéder aux mises à niveau des maisons des PDIs en familles d'accueil, incluant des latrines familiales pour les plus vulnérables, si ces maisons sont spacieuses ;</li> <li>- CCCM : identifier avec les autorités locales les sites appropriés et aménager d'autres centres collectifs pour délocaliser des PDIs vivant dans les écoles EP 1 et 2 Bambu;</li> <li>- CCCM : promouvoir la documentation appropriée pour l'occupation sécurisée des centres collectifs ;</li> <li>- Doter les PDIs, retournés et leurs communautés d'accueil des AME (d'urgence et renouvellement), à travers les modalités à définir après analyses préliminaires de risques ;</li> <li>- Fournir des kits d'hygiène intimes aux femmes et filles en âge de procréation ;</li> <li>- Recourir aux capacités des marchés hors de Bambu pour renforcer les capacités locales dans l'approvisionnement en AME et kits abris transitionnels.</li> </ul>	<p>Tous les retournés, déplacés et famille d'accueil.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Besoins en Santé – Nutrition :</b></li> <li>- -Insuffisance des sources d'approvisionnement en eaux pour la promotion de l'hygiène dans la structure sanitaire,</li> <li>- Fausse à placenta et incinérateur non entretenue</li> <li>- Hygiénistes non formés en PCI et les entrées et sorties dans la parcelle de la structure ne sont pas contrôlés</li> <li>- Difficulté d'accessibilité aux soins appropriés par la population déplacée et retournées,</li> <li>- Insuffisance des portes des latrines et douches</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suite aux déplacements de la population de leurs milieux d'origine, il y a difficulté d'accessibilité aux soins de qualité</li> <li>- Approvisionner les structures sanitaires avec les médicaments et les matériels médicaux,</li> <li>- Formation des hygiénistes en matière de PCI,</li> <li>- Prévenir les infections nosocomiales par la clôture de la parcelle</li> <li>- Poursuivre l'appui des acteurs qui appuyait la structure en Nutrition et Santé de la reproduction,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- AS, Hygiéniste et RECO, CSR</li> <li>- Enfants, femmes enceintes et femmes allaitantes</li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>- -Manque des matériels nutritionnels (plumpynuts, F100 et F75)</li> <li>- - Les personnes âgées et autres personnes avec difficultés d'accès aux vivres de premières nécessités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabiliter la Fausse à placentas et de l'incinérateur pour une bonne gestion des déchets hospitaliers</li> <li>- Construction de certaines portes de latrines et douches</li> <li>- -Faciliter l'accessibilité gratuite pour les soins de santé primaire</li> <li>- Aménagement de la source d'approvisionnement en eau pour le centre de santé,</li> <li>- -Approvisionner les structures avec les intrants pour une meilleurs de prise en charge des enfants malnutris, des femmes enceintes et allaitante</li> </ul>	
<p><b>Besoins en Eau, hygiène et assainissement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabilitation et construction des certaines sources d'eau</li> <li>- Insuffisance des latrines (familiales et publiques), douches familiales</li> <li>- Redynamiser les comités de gestion d'eau pour une gestion rationnelle de l'eau disponible et la maintenance,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- -Réhabiliter les sources ou systèmes d'adduction ;</li> <li>- -Réhabilitation/construction de latrines publiques ;</li> <li>- -Réhabilitation/Construction des latrines familiales ;</li> <li>- Aménagement des sources d'eau présentes dans la zone</li> <li>- Construire des latrines dans des familles autochtones, dans les sites des regroupements des déplacés, les écoles ; les centres de santé et airs de santé et aux endroits publics (marché, stade, églises),</li> <li>- -Organiser des formations sur la promotion de la santé pour les relais communautaires, les infirmiers titulaires et les personnes influentes dans la communauté</li> <li>- Faciliter la réorganisation et la structuration des comités d'eau et Distribuer le savon.</li> </ul>	<p>Toute la zone de santé, Aires de santé et ses environs</p>
<p><b>Violences basées sur le genre :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lors du focus group tenu avec les femmes dans la localité de Bambu mission (Nyakoremi), elles ont affirmé qu'environ 70 % des filles et femmes qui se rendent clandestinement aux champs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Initier des actions IEC pour le comportement pour le changement de comportement de la population des Aires de santé dans la lutte contre les VBG</li> </ul>	<p>Les déplacés, retournes et communauté hôte</p>

<p>abandonnées sont violées par les militaires.,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Au total 10 cas de viol ont été enregistrés au HGR de Bambu pour la période allant du mois de Juillet au mois de septembre 2021,</li> <li>- En date du 11 aout 2021 une fille PDI de 10 ans a été violée par 3 éléments de FARDC pendant qu'elle voulait rentrer récupérer ses habits dans le village camp Yalala se trouvant à 600 m du lieu de regroupement, Celle-ci a été soignée au HGR de Bambu.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mener des campagnes dans le milieu pour décourager la pratique des mariages précoces chez les jeunes filles,</li> <li>- Organiser les services d'appui psychosocial et de santé mentale en faveur des enfants les plus vulnérables et au cas VBG leur permettra de bénéficier d'un graduel processus de guérison et de réinsertion socio-économique.</li> </ul>	
<p><b>Besoins Education :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance ou absence de matériel didactique ainsi que des kits récréatifs dans les écoles évaluées ; - Insuffisance des latrines hygiéniques dans les écoles ; - Manque de sources d'eau potable proche des écoles - Insuffisance et/ou mauvaise qualité des pupitres, tableaux dans les écoles,</li> <li>- Insuffisance des salles de classe dans presque toutes les écoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Equiper les écoles en matériels didactiques et en Kits récréatifs ;</li> <li>- Aménager les points d'eau à proximité des écoles ;</li> <li>- Reconstruire les latrines dans les écoles</li> <li>- Intégrer les activités de prise en charge psychologique pour les enfants retournés affectés par le traumatisme psychologique</li> <li>- Prévoir les activités de cantine scolaire dans toutes les écoles ;</li> <li>- Equiper les écoles en bancs, pupitres et tableaux .</li> </ul>	<p>Les élèves et leurs enseignants,</p>
<p><b>Accès logistique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- -Impraticabilité des routes des dessertes agricoles, surtout en saison des pluies ;</li> <li>- Risque de rupture temporaire du trafic sur l'axe Bunia - Iga barrière en cas d'embourbement des camionneurs dans les borbiers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer auprès des autorités compétentes pour l'aménagement des routes d'intérêt provincial et la nationale N°27</li> </ul>	<p>Tous les axes routiers prioritaires, Appuyer les organisations locales Gouvernement et acteurs concerné</p>
<p><i>Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition, Education, Logistique</i></p>		

#### 4 Analyse « ne pas nuire »

<p><b>Risque d'instrumentalisation de l'aide</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été observé une posture militaire négative auprès des FARDC qui contrôlent la zone évaluée à l'égard des PDIs. En effet, l'armée interdit toute évaluation de besoins dans les AS accessibles aux humanitaires, mais occupées par la milice locale ; arguant que tous les habitants de ces zones seraient des rebelles, sans distinction. Cette interdiction couplée au jugement infondé comporte un risque élevé d'instrumentalisation de l'aide humanitaire ;</li> </ul>
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- De même, il a été noté des appels d'air de la part des miliciens dans les AS non visitées suite au refus des FARDC, appelant les humanitaires à orienter leurs évaluations vers les zones sous leur contrôle, appel fait souvent sur une base d'appartenance tribale de ces miliciens. Ceci comporte également un risque d'instrumentalisation de l'aide.</li> </ul>
Risque d'accentuation des conflits préexistants	<p>Les facteurs suivants peuvent accentuer les conflits dans la zone :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'abris dans les familles d'accueil ou sur les espaces vagues, sans autorisations formelles des propriétaires de parcelles ou des autorités locales ;</li> <li>- Le ciblage limité aux seules PDI et ne prenant pas en compte les familles d'accueil ;</li> <li>- La revente à Nizi et à Iga barrière des tôles et autres biens pillés par unités en armes risquerait de renforcer le conflit préexistant entre les deux communautés.</li> <li>- Tracasserie de la population locale par les militaires</li> </ul>
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	<p>Oui. Car le système de marché ne fonctionne plus comme avant.</p> <p>Cependant, une bonne planification et une prise de décision réaliste dans les activités organisées serait souhaitable. Les approvisionnements en vue des interventions devront se dérouler aux marchés les plus proches des bénéficiaires. Aussi une sensibilisation préalable des parties prenantes et l'analyse préalable des capacités opérationnelles des opérateurs économiques sur l'absorption de l'offre et la demande des services sont recommandées.</p>

## 5 Accessibilité

### 5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	<p>Les aires de santé évaluées sont accessibles en Jeep 4 x 4 et par camion 6 à 7 tonnes. Distances de référence (à partir de BCZ Bambu):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Petsi : 6km (accessible en voiture),</li> <li>- Kobu : 7Km (accessible en voiture),</li> <li>- Tsili : 18km (pas accessible en voiture)</li> <li>- Nyarada : 9km, Maisons endommagées dans les zones de retour ;</li> <li>- Tchudja : 13km (accessible en voiture)</li> <li>- Banana : 45km (accessible en voiture)</li> <li>- Lalo : 60km (accessible en voiture)</li> <li>- Nyangaray : 33km (pas accessible en voiture)</li> <li>- Dhungo : 18km (pas accessible en voiture)</li> <li>- Mangambo : 12km (pas accessible en voiture),</li> <li>- Zengo : 33km (pas accessible en voiture)</li> </ul> <p>80% des routes sont dégradées.</p>
--------------	---

### 5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	<p>La sécurité dans la zone évaluée reste très volatile. Les FARDC sont visibles et contrôlent l'axe Bambu – Kobu – Tchudja. Mais elles se livrent à des exactions contre les civiles qu'elle assimiles aux miliciens sans distinction. Par contre Ces FARDC ne s'attaquent pas aux humanitaires ;</p>
-------------------------	--

	<p>La Milice CODECO contrôleraient partiellement les AS Tchuja, Petsi Ngabulo, Nyangaray, Tsili et Dhungo.</p> <p>On ne dispose pas d'informations détaillées sur le comportement de cette milice à l'égard des populations locales.</p> <p>Dans tous les cas, chaque acteur est appelé à optimiser son accès dans la zone en fonction de ses SOP. Il est également recommandé de voyager en convoi.</p>
<p><b>Communication téléphonique</b></p>	<p>Les réseaux cellulaires suivants sont opérationnels dans la zone :</p> <p>Vodacom : à 80%</p> <p>Orange :à 30%</p> <p>Airtel : à 60%</p> <p>La connexion internet grâce au réseau orange est bonne au niveau de Bambu mission</p>
<p><b>Stations de radio</b></p>	<p>Radios captées à Bambu : RTK (Radio Tangazeni Kristo ) ,Radio Canal Révélation (RCR), Radio Candip, Radio Umoja Nizi, Fides Tuungane de Mugbwalu et Radio Okapi.</p>

## 6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

## 6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

➤ Non

## Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
<p>D'une manière générale, la situation de protection en cours de route lors du déplacement et dans les points de regroupements et même pendant les mouvements pendulaires vers les champs est très préoccupante au regard de chiffre recueilli sur terrain. On note en terme de violation dans la zone de santé de Bambu : la violation de droit à la vie : 11 cas de meurtre ; Violation de droits à l'Intégrité Physique 98 cas de des coups et blessures ; Violation de droits à la liberté : 201 cas d'arrestation arbitraire ; Détention illégale 79 cas</p> <p>VBG : 10 cas de viols, des agressions sexuelles ont été aussi enregistrés.</p> <p>Violation de droit à la propriété : 90% de maisons dans la zone de santé de Bambu ont connu de cas de pillage et incendies des biens. Cette situation est constatée dans non seulement dans les localités d'accueil (Bambu mission/ Nyakoremi) mais aussi dans celle de</p>	<p>Dans toutes les localités des zones de santé de Bambu.</p>	<p>Certains éléments de la FARDC et ceux des groupes armés actifs dans la zone.(groupes Armé)</p>	<p>11 cas de meurtre ont été signalés durant la période allant de mois de Juin au mois de septembre 2021. 98 cas de coups et blessures ont été remportés contre les civiles dans la même période. 201 cas d'arrestation arbitraire. 90% des maisons de Bambu sont incendiées et leurs biens pillés par les éléments des FARDC. 10 cas de viol enregistrés au HGR de Bambu. Une salle de classe de l'EP Bambu 2 a été détruite par une bombe lors d'une offensive des FRADC contre les groupes Armé</p>	<p>La situation de protection des PDI et population hôte dans la zone de santé de Bambu est très dégradante. Les PDI de la localité de Nyakoremi (Bambu mission) qui se trouvent dans l'enceinte de l'EP Bambu 1 (fille) étant le point de regroupement vit dans une restriction totale de droits à la liberté. Cette dernière ne peut pas effectuer le mouvement pendulaire dans les champs qui se trouvent à moins de 700m de point de regroupements (Bambu-mission) au risque d'être fusillée par la FARDC au fait d'être assimilée au milice CODECO. Durant la période allant du juin au septembre 2021, 6 PDI dont 4 hommes et 2 femmes ont été tués lors de leur mouvement dans les champs ou dans leurs domiciles à la recherche des vivres dans la localité de Bambu. En date du 21 septembre 2021 vers 14 heures, un PDI de Bambu mission âgé de 29 ans a été fusillé par les éléments de FARDC pendant qu'il cherchait des vivres dans son champ.</p>

<p>provenance des PDIs (Bambu Yalala, Kobu, Ushini, Bambu quartier agents, Nyamasa...). Un taux élevé d'extorsions des biens et de la destruction des maisons a été signalé. Violation 1612 : Attaque contre l'Ecole primaire garçon Bambu 2.</p>				

**Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté**

A Bambu il ne se pose aucun problème entre les membres de la communauté et les PDIs.

**Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.**

➤ Oui :  
INTERSOS et COOPI

**Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base**

Dans toutes les localités évaluées dans la zone de santé de Bambu les PDIs et les communautés hôtes n'ont pas l'accès au champs suite à l'insécurité. D'une part les hommes armés sont très actifs dans la zone et se livrent aux pillages, enlèvements et meurtres des civils et d'autre part l'armée loyaliste mène des opérations de traque des éléments de CODECO actifs dans la zone. Cette situation a sensiblement restreint la liberté de mouvement des civils dans cette zone de santé. La mobilité actuelle sur presque tous les axes de la ZS de Bambu est momentanément suspendue par les militaires de la FARDC depuis le 27 juillet 2021. Étant dans une zone opérationnelle les FARDC considèrent toute personne comme un suspect et/ou espions. Pour les mêmes causes, toute la population est contrainte à réduit son mouvement vers les champs de peur d'être victimes des exactions de la part des forces armés de la FARDC. C'est plutôt pendant les heures nocturnes (entre 23heures et 4h00 heures du matin), que les jeunes PDIs et membres de la communauté se réunissent clandestinement pour partir à la recherche des vivres aux champs dans une zone insécurisée et courent le risque d'être tués, arrêtés, torturés et soumis aux travaux forcés.

En date du 21 septembre 2021 une PDI habitant le point de regroupement à de Bambu mission a été violée par 7 éléments des FARDC lors qu'elle revenait de son champ qui se trouvent à 800 m du lieu de regroupement. Celle-ci a été soignée au HGR Bambu et a obtenu le Kit PEP dans les 72 heures. Au cours du mois de septembre, une autre PDI de 63 ans a été violée collectivement par des éléments des FARDC toujours dans les mêmes circonstances et celle-ci en est décédée suite aux coups et blessures auxquelles elle a été victime pendant ce viol collectif. Les informateurs clés nous ont indiqué lors des différents entretiens que les PDIs de Bambu et ceux qui se trouvent dans les localités sous contrôle de CODECO (Petsi, Gutsi, Tsudja, ...) n'ont pas l'accès aux produits manufacturés de premières nécessité (sel, savon, sucre, huile...) ni la possibilité de s'approvisionner à partir de Bunia. Toutes les voies de sortie et de communication avec d'autres grands centre sont fermées par les FARDC. Ces PDIs sont accusés par les FARDC d'être en connivence avec les hommes armés. Il en est de même pour les PDIs et membres de la communauté hôte se trouvant dans les zones sous contrôle des FARDC, ils ne peuvent se rendre dans les zones occupées par les groupes armes. Cette situation place les femmes enceintes et les enfants dans une vulnérabilité extrême. Les personnes malades se trouvant dans la zone contrôlée par rebelles n'ont pas l'accès aux soins de santé dans les zones sous contrôle des FARDC. En date du 25 septembre une femme enceinte de la localité de Tsudja sous contrôle des hommes de CODECO a tenté nuitamment de quitter Tsudja pour se rendre à Bambu pour bénéficier de soin a été mortellement touchée par une balle dont les présumés auteurs seraient les éléments des FARDC. Signalons tout de même que lors de l'évaluation l'équipe a été surpris d'apprendre qu'en date du 30 septembre 2021 vers 15 heures, deux femmes PDIs dont les âges varient entre 30 et 50 ans ont été victimes de pillages des Kit NFI de la part des éléments des FARDC qu'elles venaient de recevoir de la part d'une ONG nationale qui intervient dans la zone. Une autre PDI a vu son Kit détruit (casserole trouée à l'aide de couteau) par un militaire en colère lorsque celle-ci regagnait son domicile.

	Aucune activité commerciale n'est exercée à Bambu.
<b>Présence des engins explosifs</b>	<p>➤ Oui :</p> <p>Oui, La population hôte et PDIs n'ont pas d'incident en lien avec la présence des engins explosifs dans la zone sous examen. Toutefois, il est fort probable que les engins explosifs soient retrouvés dans les zones évaluées spécifiquement dans les villages d'origines des PDIs où les affrontements avaient eu lieu entre les éléments des FARDC et ceux des groupes armés. Nous souhaitons que les acteurs humanitaires spécialisés dans ce domaine mènent une mission de la sensibilisation de la population sur les risque et danger que présentent ces engins explosifs.</p>
<b>Perception des humanitaires dans la zone</b>	Une bonne perception des humanitaire. Les PDIs souhaitent que l'assistance ne tarde pas et qu'elle soit donnée juste après l'évaluation car les besoins sont urgents. Néanmoins certains déplacés craignent que l'assistance leurs attire des ennuis avec les éléments des FARDC, particulièrement ceux de la zone de santé de Bambu.
<b>Protection de l'Enfance</b>	<p>Depuis la détérioration de la situation de protection et humanitaire dans les zones de santé de Bambu, qui remonte en juin 2021, (50) ENA ont été identifiés à Bambu. La croix rouge à réunifiés (10) enfants dont 4 filles dans la localité de Sanduku, Petsi et Gora.</p> <p>En date du 15 septembre 2021, (4) enfants de la localité Tsudja e ZS de Bambu disparus et réapparus le 27 septembre 2021 dans le même village avec des armes. Enrôler de force dans le mouvement CODECO, ces enfants seraient actuellement vers Lisey en ZS de Kilo, nous a précisé un leader communautaire, ce qui prouverait l'existence des enfants utilisés par les groupes armés.</p> <p>Dans la zone de santé de Bambu, on enregistre l'augmentation de nombre d'incidents impliquant de la violence sexuelle envers les enfants suite à la crise et au déplacement. Selon le responsable du HGR, presque 55% des cas reçues pour la CPN sont des personnes âgées de moins de 18 ans. Notons qu'aucun Espace Ami d'Enfant (EAE) n'est aménagé dans toute les localités évaluées.</p>
<b>VGB</b>	<p>Les femmes et filles réunies dans différents focus group ont toutes confirmé l'existence des violences sexuelles basées sur le genre dont elles sont victimes dans la région. La présence massive des militaires qui mènent les opérations de traque des hommes milices Armés rend Les PDIs et les membres de la communauté hôte très vulnérable étant donné qu'elles ne peuvent se rendre au champs ni rentrer dans les villages d'origine pour obtenir des vivres. La restriction de mouvement des civils par les militaires contraint la majorité des femmes à effectuer le retour clandestin dans les villages pendant la nuit. C'est lors de ces différents mouvements nocturnes que ces femmes et filles déclarent être violées par les hommes porteurs d'armes à feu et blanches. Lors du focus group tenu avec les femmes dans la localité de Bambu mission(Nyakoremi), elles ont affirmé qu'environ 70 % des filles et femmes qui se rendent clandestinement aux champs abandonnées sont violées par les militaires. Au total 10 cas de viol ont été enregistrés au HGR de Bambu pour la période allant du mois de Juillet au mois de septembre 2021. En date du 11 aout 2021 une fille PDI de 10 ans a été violée par 3 éléments de FARDC pendant qu'elle voulait rentrer récupérer ses habits dans le village camp Yalala se trouvant à 600 m du lieu de regroupement. Celle-ci a été soignée au HGR de Bambu. En date du 04 septembre une autre PDI de 43 ans du même point de regroupement de Bambu mission qui revenait d'un mouvement pendulaire dans son champ à 700 m a été violée par 5 hommes éléments des FARDC.</p> <p>Quant à la présence de KIT PEP, le HGR de Bambu est approvisionné par IMA via INTERSOS partenaire ayant en charge la distribution.</p> <p>Quant à la présence de KIT PEP, le HGR de Bambu est approvisionné par MSF Suisse présent dans la zone et IMA via INTERSOS partenaire ayant en charge la distribution.</p>

**Réponses données**

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Protection(VGB et autres violations des DH)	INTERSOS	Zone de santé de Bambu, couvrant aussi Kilo et Mangala	PDIs et Pop hôte	Monitoring de protection dans les zones affectées par les conflits armés dans la province de l'Ituri

				Documentation des incidents de protection, faire les alertes, et les notes de protection, Analyse de situation de protection, sensibilisation,...
Protection de l'enfant en situation d'urgence		Zone de santé de Bambu, couvrant aussi Kilo et Mangala		Documentation des incidents en lien avec les six violations graves des droits de l'enfant (MRM-1612) et les référencements des cas de VBG.

Gaps et recommandations

Protection :

- Mener un plaidoyer auprès de la hiérarchie des FARDC pour autorisation d'accéder aux localités sous contrôle des hommes armés pour une évaluation des besoins humanitaires en fin des éventuelles interventions humanitaires (Cluster Protection)
- Mener un plaidoyer auprès de la hiérarchie des FARDC pour interpeler les hommes des troupes engagés dans les opérations militaires dans ces zones de santé sur le respect des droits humains en général et spécifiquement les VBG ; (Cluster Protection)
- Mener un plaidoyer auprès de la hiérarchie des FARDC pour l'ouverture des voies routières afin de faciliter l'approvisionnement des localités sous contrôle des groupes milices Armés en produits de premières nécessité. (Cluster Protection)
- Mobiliser des moyens pour une distribution des kits de dignité aux femmes et aux jeunes filles ayant fui brusquement leurs sites sans rien prendre (CIIO)
- Mener des évaluations appropriées relatives à la protection de l'enfance et VSBG dans

La zone pour identifier les cas de protection (VSBG et PE) en vue d'une prise en charge

Spécifique (Sous Cluster Protection de l'Enfance et GTVVBG)

- Renforcer le système de monitoring de protection existant sur l'identification, le rapportage et le référencement de cas de protection ;
- Multiplier les sensibilisations sur les principes humanitaires et les VBG ;
- Effectuer un ciblage dans la zone en vue de fournir une assistance selon les besoins ;
- Organiser les activités d'appui en cash pour favoriser l'intégration sociale ;
- Création des structures communautaire de protection ;

Protection de l'Enfant

- Renforcer les capacités des acteurs de protection institutionnels sur les thématiques de PE ;
- Organiser les services d'appui psychosocial et de santé mentale en faveur des enfants les plus vulnérables et au cas VBG leur permettra de bénéficier d'un graduel processus de guérison et de réinsertion socio-économique ;
- Mise en place des EAE ;
- Mettre en place des systèmes communautaires d'identification des et de référencement des cas pour faciliter la réponse, l'accès aux services IDTR et à la réintégration socio-économique en faveur des ENA, séparés et les enfants victimes de violences y compris les violences sexuelles
- Mise en place de mécanismes de protection de l'enfant communautaires au sein des déplacés pour prévenir et répondre aux violences à l'encontre des enfants.

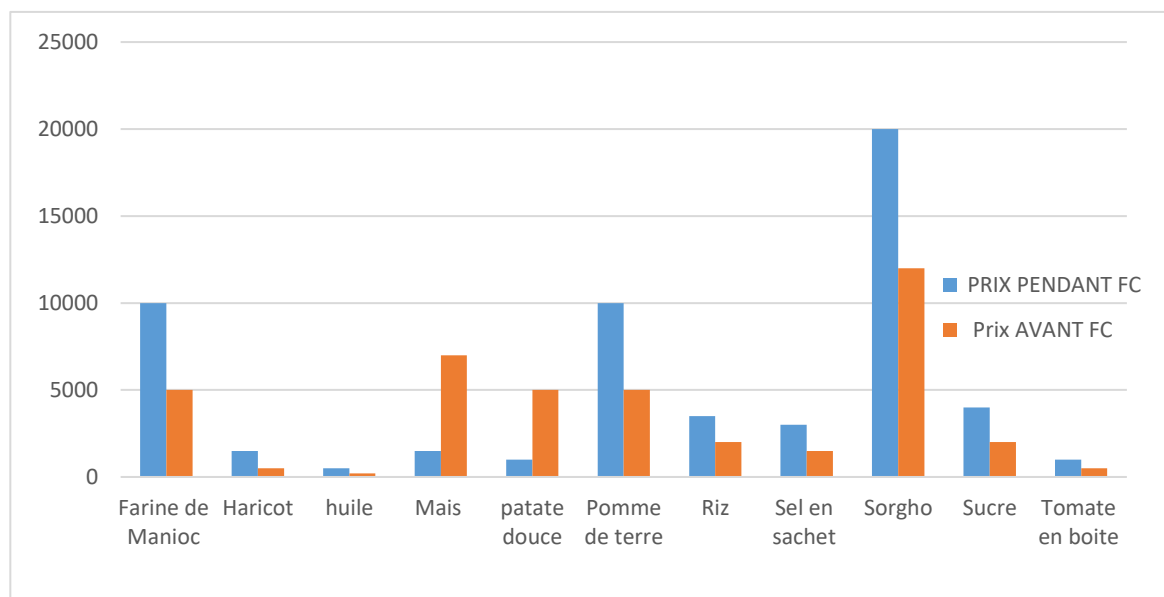


## 6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	➤ Non	
Classification de la zone selon le IPC	➤ 3	➤ 3
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	<p>Le résultat de l'évaluation affirme que la situation est très préoccupante pour les personnes déplacées à Bambu mission et contre alarmante pour les déplacés et les familles d'accueil et dans la zone de retour. L'offre des produits alimentaires dans la zone devient de plus en plus rare au jour le jour à cause de l'interdiction formelle aux ménages d'accéder aux champs dans le cas contraire, les personnes attrapées sont confondues aux éléments milices armes et par conséquent, elles doivent être abattues sur place par le FARDC. Le peu stock des produits alimentaires disponibles dans la zone ne satisfait plus à la demande qui s'est accrue par l'afflux des déplacés en provenance des zones agricoles depuis le 29 juillet 2021 à ce jour. La spirale du prix, des denrées alimentaires à une augmentation de 50 à 60% du prix actuel comparé à celui d'avant crise et cette situation ne fait s'empirer au fil de temps. Cela est dû à la fermeture du marché local, l'interdiction formelle aux commerçants d'accéder à Bambou, en plus de la faible disponibilité des produits sur les marchés locaux faute de l'insécurité dans les zones productives à vocation agricole, où les champs sont abandonnés par les déplacés. Voir tableau comparatif des prix des denrées alimentaires au marché local de Bambu avant et pendant la crise en annexe.</p> <p>Le revenu journalier est très faible pour les personnes déplacées à Bambou mission est de 0 FC parce qu'elles sont privées de toutes activités et ne doivent pas aller au-delà de 200 mètres de leurs. Comme indice simplifié des stratégies de survie (ISSS) : 70 % des ménages préfèrent mangés 1 repas par jour ,18 % de ménages préfèrent les aliments moins couteux et seulement 12% réservé aux enfants au détriment des adultes. Le score de consommation alimentaire est globalement très pauvre (SCA ≤ 10) à Bambou mission avec un seul repas type tous les jours. Il est important que l'assistance alimentaire d'urgence soit effectuée par le PAM si non la situation sera catastrophique.</p> <p>Cette vulnérabilité est plus prononcée dans l'ensemble de la zone de santé de Bambu.</p>	
Production agricole, élevage et pêche	<p>Faute de non accès aux terres arables pour beaucoup de populations, la production agricole n'était respectée suite aux hostilités qui ont provoqué l'insécurité, la rareté des denrées alimentaires ainsi que la hausse de prix sur les marchés locaux et le déplacement de la population avec conséquences sur la sécurité alimentaire (Insuffisance/rareté de produits alimentaires dans le milieu ; augmentation du taux de la malnutrition infantile, etc.). Les produits d'élevage ont généralement été abandonnés et pillés pendant le déplacement et même constat dans la zone de retour</p> <p>La saison agricole B 2022 est d'avance perdue à cause de l'insécurité pourtant la population avait commencé le semis de la grande saison culturale dans la zone.</p>	
Situation des vivres dans les marchés	<p>Depuis, les marchés locaux ne sont pas opérationnels dans la zone de santé de Bambu. La non disponibilité des vivres s'accroît à une vitesse insupportable sur le marché de Bambu, il n'y a plus de vivres. Ce qui fait que PDIs n'accèdent pas à la nourriture et mangent occasionnellement. Par conséquence, on observe la hausse des prix de denrées alimentaires de base. Les plus affectés par cette situation sont les ménages déplacés de</p>	

Bambu mission qui n'ont pas la possibilité de s'approvisionner car, elle est cloisonnée à la mission. Avant la crise la population se rendaient aux marchés saisonniers de KOBU, Nizi, IGA Barrière et au marché de Bunia. Malheureusement, l'insécurité coïncide avec la période du début de la campagne agricole, les stocks alimentaires des premières nécessités sont de plus en plus rare dans la zone.

Graphique de l'évolution du prix des denrées alimentaires dans la zone



Il en résulte de ce graphique que les prix des différents denrées alimentaires ont doublé dans la zone de santé de Bambu, en plus de cela la mission tient à préciser que ces produits ne sont pas disponibles à Bambou mission, à l'exceptions du sel et huile de palme qui sont aussi rare.

Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise

Pour faire face à la crise, les ménages affectés par la crise ont développé des 3 stratégies suivantes :

- ✓ Consommer les aliments moindres couteux et moins préférés ;
- ✓ Diminuer le nombre et la quantité de repas journalier ;
- ✓ De priver les adultes de la nourriture au profit des enfants.
- ✓ Affectations du maximum de leurs efforts pour les besoins alimentaires au détriment des autres besoins notamment les soins médicaux.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Distribution de vivre à raison de 12 Kg de riz, 2 kg de haricot et ¼ de litre d'huile par ménage	Gouvernement	Bambu mission	Déplacé se trouvant à Bambu mission et les retournés	Une réponse urgente en distribution des vivres serait souhaitable pour palier au GAP

Gaps et recommandations

**Gaps :**

- Le manque accru des vivres, des outils aratoires et des semences constitue le problème majeur de la sécurité alimentaire chez les personnes déplacées et retournées,

- Les besoins énormes en assistance alimentaire et en intrants agricoles, eu égard des chiffres alarmants indicateurs de sécurité alimentaire moyen (SCA=20.33)
- Absence de stock alimentaire,
- L'accès difficiles aux aliments nutritifs affecte les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes les exposent au risque de malnutrition.

**Recommandations :**

- Prioriser la distribution urgente des vivres à travers des foires.
- Permettre la libre circulation de la population pour aller se ravitailler en vivres dans les marchés environnants et promouvoir la réouverture du marché de Bambu centre
- Appuyer les ménages déplacés et leurs familles d'accueil en intrants agricoles pour assurer la relance dans la zone (haricot, maïs, les cultures maraichers et houe ; pelle ; arrosoir)
- Appuyer la structuration et l'opérationnalisation des associations villageoises d'épargnes et des crédits (AVEC) afin que les ménages déplacés et les familles d'accueil mettent en œuvre des AGR (petits commerces).
- Distribuer des vivres aux ménages déplacés ainsi qu'à leurs familles d'accueil pour assurer la protection des semences ;
- Procéder à une enquête approfondie en sécurité alimentaire faisant ressortir les modalités de réponse les plus adaptées, avant intervention
- Plaidoyer pour l'octroi des terres aux personnes déplacées si la sécurité est garantie
- NB : Lorsque la zone sera calme, il faudra appuyer la relance agricole d'urgence dans la zone de Bambu, cela implique l'appui en intrants agricoles d'urgence (outils et semences maraichères et semences vivrières), l'encadrement et l'accompagnement technique de proximité.

## 6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<p>➤ <b>Oui :</b></p> <p>Dans la zone de santé de Bambu, l'ONG ADSSE assiste les ménages déplacés avec les kits AME, kits de dignités et kits covid-19, mais le paque est très faible</p>
Impact de la crise sur l'abris	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maisons abandonnées par les PDIs incendiées ou détruites et pillées. C'est le cas à Kobu et Bambu centre ;</li> <li>- <b>CCCM</b> : présence de 3 centres d'hébergement collectif. Localisation : 1 à l'église de Bambu mission (en bon état), , 1 dans l'EP 1 Bambu et 1 dans l'EP 2 Bambu ( en bon état) où les PDIs vivent en promiscuité et <b>sans garantie d'occupation par manque d'autorisation formelle des autorités compétentes</b> ;</li> <li>- En familles d'accueil on note une plus grande promiscuité : 15 à 16 personnes/pièce sans distinction du genre avec risque de protection ;</li> <li>- Dimensions moyennes des maisons d'accueil : 42m<sup>2</sup> pour 15 à 16 personnes ;</li> <li>- Des maisons endommagées dans les zones de retour sans possibilité de réparation pour les propriétaires ;</li> <li>- Seuils de vulnérabilité calculés : <b>Score card Abri moyen : 1,81 pour 75% des ménages enquêtés</b></li> </ul>
Type de logement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centres Collectifs en matériaux durables (écoles et église) ;</li> <li>- Maisons en tôles ou en chaumes dans les familles d'accueil ;</li> <li>- Maisons occupées gratuitement dans les FAMAC avec ou sans toilettes hygiéniques</li> </ul>
Accès aux articles ménagers essentiels	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les PDIs vivant dans les Centres Collectifs à Bambu mission (1928 ménages seulement) ont accès aux AME distribués récemment par ADSSE (484 ménages) et UniRR/PPSSP (1444 ménages);</li> <li>- 90% des PDIs dans les familles d'accueil n'ont pas accès aux AME en quantité et en qualité</li> <li>- 75% des retournés enquêtés ont accès très limité aux AME suite à la perte partielle des biens au cours des déplacements. Mais les AME disponibles sont soit insuffisants, soit vétustes, troués,</li> <li>- Les AME les plus manquants sont : bâches, supports des couchages, casseroles, bidons, bassines, habits, savons, seaux, et Kits de dignité pour femmes et filles ;</li> </ul>
Possibilité de prêts des articles essentiels	<p>Possibilité d'utiliser à tour de rôle une casserole entre plusieurs ménages, avec conséquence sur le retard dans la prise des repas journaliers, 90% des ménages déplacés et 75% retournés sont dans ce cas.</p>
Situation des AME dans les marchés	<p>Aucun marché n'est présentement fonctionnel à Bambu. Les petits marchés fonctionnels hors de Bambu centre ne disposent pas des capacités d'approvisionnement en AME (en quantité et en qualité).</p> <p>Cependant, autour de Bambu centre (Nizi et Iga barrière), environ ...km, les marchés sont assez dynamiques. On y trouve des articles ménagers essentiels comme casserole, bassines, bidons rigides, savon de lessive, couvertures, nattes en plastique, etc aux prix à investiguer. Aussi, les approvisionnements supplémentaires peuvent s'effectuer à partir de Bunia si nécessaire.</p>

## Faisabilité de l'assistance ménage

Vu la situation volatile d'insécurité perçue encore dans la zone, mais avec aussi la perspective d'installation de la base temporaire de la MONUSCO à Bambu centre, il est recommandé d'assister les ménages à travers :

- a) L'assistance en nature ou les foires pour les AS accessibles sur le plan logistique,
- b) L'assistance monétaire est aussi possible pour donner plus de flexibilité aux bénéficiaires, mais à condition :
  - a. De procéder au préalable aux analyses du marché (notamment, identifier un PSF capable d'opérer avec efficacité dans la zone);
  - b. D'identifier les risques inhérents à l'approche Cash transfert et les moyens de mitigation appropriés ;
  - c. De réaliser une enquête préalable sur la préférence des bénéficiaires à l'endroit de ce type de modalité au regard du contexte actuel ;

## Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Assistance en AME à travers la modalité : Distributions in kind.	ADSSE – Allocation standard 2020	Bambu-Mission	PDIs	ADSSE a assisté 484 ménages en AME en date du 29 au 30 septembre 2021 dans la localité de Nyakoremi (Bambu mission) qui se trouvent dans l'enceinte de l'EP Bambu 1 (fille), ou la situation de protection des PDIs et la communauté hôte est très dégradante, restriction totale de droits à la liberté. Cette dernière ne peut pas effectuer le mouvement pendulaire dans les champs qui se trouvent même à plus au moins 700m de point de regroupements à (Bambu-mission) au risque d'être fusillée par la

				FARDC au fait d'être assimilée aux les éléments de la milice armée à Bambu mission .
Assistance en AME à travers la modalité : Distributions in kind.	UniRR/PPSSP	Bambu-Mission	PDIs	1444 ménages assistés en kits AME-WaSH-KHI

**Gaps et recommandations**

**Gaps :**

- Au moins 22328 ménages PDIs et leurs familles d'accueil avec les besoins non couverts en AME/Abris ;
- Au moins 10152 ménages retournés avec les besoins non couverts en AME /Abris;

**Recommandation :**

- Distribution des Kits AME d'urgence et/ou standards accompagnés des KHI ;
- Organiser une assistance intégrée Abri-AME pour les cibles ABRIS. ;
- Synergie multisectorielle encouragée entre les secteurs AME/Abris et WaSH et Secal
- Distribution des kits abris transitionnels pour les PDIs en familles d'accueil en cas d'espaces suffisants dans la parcelle ;
- Mise à niveau des maisons d'accueil des PDIs (réparations/ajout des pièces supplémentaires ou annexes), selon l'évaluation détaillée préalable ;
- Réhabiliter/Réparer les maisons des retournés
- Considérer la thématique LTP dans la réponse Abris.

6.4 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	➤ Non
Moyens de subsistance	Plus de 90% de ménages déplacés et retournés dans les aires de santé affectées par la crise survivaient au paravent de l'agriculture, élevage, et le petit commerce. Actuellement tout avait été abandonné, pillé et par conséquent les personnes affectées connaissent d'énormes problèmes liés aux faibles mesures de soudure dans leur milieu d'origine.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Aujourd'hui, les personnes déplacées connaissent un accès très aminci aux moyens de subsistance dans la zone de retour. Elles constituent cependant une importante main-d'œuvre pour les ménages d'accueils car la majorité recourt aux travaux journaliers (défricher, labourer) pour survivre. 10% de ménages retournés font de la mendicité.
Réponses données	

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

**Gaps et recommandations**

**Gaps :**  
Manque de moyen de subsistance pour les retournés, déplacés et les famille d'accueil.  
**Recommandation :**  
Distribuer les vivres aux familles d'accueil et aux personnes déplacées, retournées.

6.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Une intervention Cash n'est pas envisageable étant donné que le marché présente un manque cruel des denrées
Existence d'un opérateur pour les transferts	Aucun opérateur pour le transfert n'opère sur toute l'étendue de la zone de santé de Bambu.

6.6 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	➤ Non
Risque épidémiologique	Oui, La zone de santé de Bambu est une zone à problème suite aux affrontements entre FARDC et groupes milices Armés qui conduisent aux déplacements massifs des populations affectées ,suite à l'utilisation d'eau insalubre, des latrines, douches non hygiéniques, manque des savons , dispositifs de lave-main et absence des trous à ordures ménagères
Accès à l'eau après la crise	L'accès à l'eau par les populations affectées reste précaire a interpellé toute la communauté humanitaire. Signalons qu'avant les déplacements des populations affectées dans la zone de santé de Bambu, avait toujours ce problème d'accès à l'eau potable, il résulte une accentuation de la carence vue l'augmentation de nombre des populations pendant que la quantité reste la même ,Pas d'eau potable car aucun point d'eau potable récemment aménagé dans la zone

Zones	Types de sources	Ratio (Nb personnes x point d'eau)	Qualité (qualitative : odeur, turbidité)
Bambu	Une source simple aménagée à mauvais état	13855 personnes	Pas d'odeur Turbidité oui pendant la saison pluvieuse selon la population

Type d'assainissement	
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	<p>Estimatif du % de ménages avec des latrines : moins de 10% de latrines hygiéniques, Les Aires de santé affectées par la crise n'ont pas des latrines familiales, et autres infrastructures d'hygiène (douches) ne sont pas hygiéniques. Les latrines sont construites en matériaux locaux. Bon nombre de ces latrines ne sont pas dotées des portes y compris les écoles primaires évaluées se trouvant dans la zone,</p> <p>-Pas des dispositifs de lavages des mains, de trou à ordures ni des impluviums.</p> <p>- En sillonnant les différents villages on peut facilement observer l'absence des latrines familiales, des douches ; des trous à ordures, en passant nous pouvons citer l'absence dans beaucoup d'autres lieux publics, où une porte latrine est utilisée par 50 personnes dans les AS affectées.</p>
Pratiques d'hygiène	<p>Estimatif du % de ménages dans le centre collectifs (les salles des classes de l'EP Bambu1 et EP Bambu 2, salle de paroisse de sœur religieuse/Bambu-mission et centre de santé) les dispositifs de lavage de mains : 5% de ménages utilisent du savon pour les lavages des mains avant de manger (en utilisant le bassin), d'autres utilisent de la cendre après la toilette. Faible taux de connaissance des bonnes pratiques d'hygiène et de lavage de mains dans la communauté/famille d'accueil et le centre collectifs. Les ordures ménagères ne sont pas jetées dans des trous à ordures et certaines maisons sont entourées des mauvaises herbes et des défécations visibles (parcelles non entretenues). Signalons que dans le centre collectifs, les déplacés utilisent l'eau de la rivière pour la grande partie de leurs activités dont certains sans force de déplacement y compris les personnes de troisième âge, les handicapés et les personnes à mobilités réduites en boivent et pour d'autres déplacés ne bouge pas à au moins un 1 kilomètre pour éviter d'être arrêté ou tué par FARDC.</p>

## Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	BAMBU	121.284 personnes déplacées et 42.958 personnes retournées	<p>Malgré la présence de ces installations, l'utilisation reste à faible taux (manque d'eau) d'où il faut une forte sensibilisation et la construction d'un impluvium pour le stockage de l'eau</p> <p><b>L'assainissement</b> est précaire, un risque de la propagation des maladies des mains sales et féco-orale parmi les populations de retournées ; déplacées et famille d'accueil des zones évaluées .</p>



<b>Gaps et recommandations</b>	<p><b>Gaps :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance et/ou inexistence des latrines hygiéniques dans les familles d'accueils ;</li> <li>- Insuffisance des latrines et douches aux centres de santé et écoles ;</li> <li>- L'inexistence des trous à ordures et systèmes de stockage d'eau de pluie dans les structures publiques (écoles et centre de santé) ;</li> <li>- insuffisance des dispositifs de lavage de mains dans les écoles, lieux publics et Centres de santé ;</li> <li>- Les sources ne sont pas aménagées dans la zone retour et de déplacement dans les Aires de sante affectées</li> <li>- Les règles élémentaires d'hygiènes sont ignorées par la population.</li> </ul> <p><b>Recommandations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabiliter quelques sources (revoir les aires de captage, réservoirs et aires de puisage) ;</li> <li>- Appuyer le comité directeur dans le suivi et maintenance du réseau d'eau des aires de santé dans la zone de santé de Bambu,</li> <li>- Redynamiser les membres de comités de gestion des points d'eau par des séances de formation sur l'entretien et la maintenance des sources ;</li> <li>- Construire des latrines familiales d'urgence dans les Aires de santé où il y a une forte concentration des retournés, déplacés et dans les familles d'accueil ainsi que des douches aux différents centres de santé de la zone,</li> <li>- Construire des latrines avec dotation des dispositifs de lavages des mains dans des écoles primaires de la zone ;</li> <li>- Installer un impluvium au centre de santé, réhabiliter la fosse à placentas et l'incinérateur</li> <li>- Aménager des trous à ordures aux différents centres de santé touchés par les retours et déplacements des populations</li> <li>- Organiser des séances de sensibilisations sur la promotion des bonnes pratiques d'hygiènes sur toute l'entendue de la zone de santé de Bambu.</li> <li>- Former des leaders sur les bonnes pratiques d'hygiènes et son importance pour toute la communauté en général.</li> </ul>
--------------------------------	--

## 6.7 Santé et nutrition

<b>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</b>	<p>➤ <b>Oui :</b></p> <p>Dans la zone de santé de Bambu, précisément à l'hôpital général de référence de Bambu, dans le CS LALO et BANANA, la CARITAS BUNIA avec le financement de UNFPA, intervient dans la prise en charge des déplacés, retournés et les familles d'accueils (SSP&amp;SR).</p> <p>Dans la même zone de santé de Bambu, précisément à l'hôpital général de référence de Bambu, dans le CS Kobu actuellement non fonctionnel suite à la destruction de cette dernière par les éléments de la FARDC, MSF-Suisse intervienne dans le sectoriel santé primaire, santé secondaire et la prise en charge nutritionnelle aux enfants déplacés, retournés et les familles d'accueils.</p>
<b>Risque épidémiologique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zones endémique avec plus de cas de paludisme avec un taux moyen de plus de 70%. Surtout chez les enfants de moins de 5ans ;</li> <li>- Une faible couverture des latrines au niveau des ménages et dans les lieux publics (au niveau de la paroisse de Bambu,</li> <li>- Faible couverture en source d'eau dans les communautés (surtout au niveau de la paroisse de Bambu)</li> </ul>

- L'eau non permanentant au niveau des structures de santés
- Couverture vaccinale dans les structures sanitaires accessibles (CS BAMBU)
- Plusieurs cas de décès signalés dans la communautés (surtout infantile et maternel) dans la zone de santé de Bambu
- Vulnérabilité très accentuée chez les femmes enceintes et allaitantes
- Barrière financière pour accéder au soins (Soin de Santé Primaire + Santé Maternelle et de l'Enfant)

Impact de la crise sur les services

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

Indicateurs collectés au niveau des structures	CS BAMBU	Moyenne
Taux d'utilisation des services curatifs	15%	
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	90%	
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aigües (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	75%	
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	60%	
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	-	
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0.4%	

Services de santé dans la zone

Compléter le tableau ci-dessous :

Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnel	Nb portes latrines
BAMBU	HGR, CS	100	48	0	1	2
BAMBU	CS	35	4	-	1	4

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Gratuité des soins de santé primaire et santé de reproduction	CARITAS BUNIA/UNFPA	ZS BAMBU	Déplacés, retournées et les familles d'accueils	
Santé primaire, santé Secondaire	MSF-Suisse	ZS BAMBU	Enfants déplacés, retournés et hôtes	Les latrines d'urgence sont

et la prise en charge nutritionnelle				encours de constructions autour des points de regroupements de population déplacée à Bambu mission
--------------------------------------	--	--	--	--

Gaps et recommandations	<p><b>Gaps :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un besoin urgent d'appui institutionnel dans le secteur de santé : Gratuité de soin (SSP et SMI) pour les déplacés et de Nutrition (PCIMA /ANJE-U) est important pour soulager la souffrance de ces populations vulnérables meurtries dans toutes les AS Visitées (Aux AS : BAMBU MINE)</li> <li>- Absence des sages-femmes dans les structures dans le cadre de la</li> </ul> <p><b>Recommandation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ravitailler les structures avec les intrants (MEGs et les intrants de prise en charge de la malnutrition)</li> <li>- Ravitailler les structures avec les matériels médicaux (HGR BAMBU)</li> </ul>
-------------------------	---

## 6.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	➤ <b>Non</b>																							
Impact de la crise sur l'éducation	<p>-Les écoles de la zone de santé de BAMBU ont fermées leurs portes et restent non fonctionnelles jusqu'à ces jours</p> <p>-Les élèves n'ont pas accès à l'école suite à l'insécurité</p> <p>-les salles de classe de l'EP1 et EP2 BAMBU sont occupées par les déplacés depuis les mois d'Aout 2021</p> <p>-Certaines écoles sont détruites ainsi que leurs biens par l'effet de la guerre. C'est le cas par exemple de l'EP2 BAMBU dont une salle de classe a été touché par la bombe ainsi que d'autres écoles situées sur l'axe KOBU</p> <p>-Les enfants (élèves) et les enseignants sont éparpillés partout dans la région ;</p> <p>-certains enfants risquent de perdre la confiance de reprendre le chemin de l'école suite au manque d'encadrement</p> <p>-Les inscriptions de nouvelle année scolaire 2021-2022 n'ont pas encore commencé dans toutes les écoles de la zone de santé de BAMBU. Ce qui met en doute la reprise des cours dans cette zone de santé ;</p> <p>-Dans cette zone de sante les enfants n'ont pas terminé l'année scolaire 2020-2021. Les activités scolaires ont été interrompues depuis le mois Aout 2021</p>																							
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Catégorie</th> <th colspan="3">ZONE DE SANTE DE BAMBU</th> <th rowspan="2">TOT</th> </tr> <tr> <th>Total</th> <th>Filles</th> <th>Garçons</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Population autochtone</td> <td>N/D</td> <td>N/D</td> <td>N/D</td> <td>N/D</td> </tr> <tr> <td>Déplacés</td> <td>N/D</td> <td>N/D</td> <td>N/D</td> <td>N/D</td> </tr> <tr> <td>Retournés</td> <td>N/D</td> <td>N/D</td> <td>N/D</td> <td>N/D</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	ZONE DE SANTE DE BAMBU			TOT	Total	Filles	Garçons	Population autochtone	N/D	N/D	N/D	N/D	Déplacés	N/D	N/D	N/D	N/D	Retournés	N/D	N/D	N/D	N/D
Catégorie	ZONE DE SANTE DE BAMBU			TOT																				
	Total	Filles	Garçons																					
Population autochtone	N/D	N/D	N/D	N/D																				
Déplacés	N/D	N/D	N/D	N/D																				
Retournés	N/D	N/D	N/D	N/D																				

Services  
d'Education dans la  
zone

Ecoles	Type	Nb d'élèves			Nb enseignants		Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe		Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)	
		F	G	TOT	Tot. Ens	Ens. deb out		Nbre de salles	Ratio élève/salle		Nbre latrine	Ratio
<b>ZONE DE SANTE DE BAMBU</b>												
EP1 BAMBU	ECC	0	402	402	15	12	34	12	34	1	6	67
EP2 BAMBU	ECC	407	0	407	12	9	46	9	46	1	4	102
EP KILOMOTO	PRIVEE	107	86	193	7	6	33	6	33	0	6	33
<b>Total ou moyenne</b>		514	488	1002	34	27	38	27	38	1	14	62

**Commentaire :** Il ressort de ce tableau que, 3 écoles ont été enquêtées dans la zone de santé de BAMBU notamment, EP1 BAMBU, avec un nombre total de 402 élèves, avec 12 salles de classes pour 6 latrines ; EP2 BAMBU dont l'effectif total de s'élève à 407, avec 9 salles de classes pour 4 latrines ; et EP KILOMOTO avec 193 élèves dont 107 filles et 86 garçons, 6 salles de classes pour 2 latrines.

Au total 1002 élèves ont été inscrits dans les trois écoles enquêtées dont 514 filles et 488 garçons, pour 27 enseignants avec une proportion de 38 élèves par classe et 62 élèves par latrines. Notons que dans enclos de EP1 Bambu et EP2 Bambu, il existe une seule source d'eau qui alimente la communauté et les écoles. Tandis qu'à l'EP KILOMOTO il n'y a aucune source d'eau,

Il sied de noter que, les statistiques présentées dans le tableau ci-haut sont les données de l'année scolaire 2020-2021 récoltées dans des écoles situés dans l'aire de santé Bambu qui est pour le moment accessible, étant donné que les autres axes ou les aires de santé où se trouvent un grand nombre d'écoles n'ont pas d'accessibilité car ils sont contrôlés par les éléments milices Armés et les autres sont vidés de la population. Ce qui nous a limité d'atteindre un nombre élevé d'écoles pour cette évaluation.

Capacité  
d'absorption

Indiquer la capacité d'absorption des enfants déscolarisés par les écoles de la zone

## Réponses données

Gaps et  
recommandations

Ecole	Nbre d'élèves inscrits(2020-2021)	Nbre de salles de classe	Nbre selon norme éducationnelle	Capacité d'absorption
<b>ZONE DE SANTE DE BAMBU</b>				
EP1 BAMBU	402	12	55	660

EP2 BAMBU	407	9	55	495
EP KILOMOTO	193	6	55	330

Ce tableau stipule que EP1 BAMBU a inscrit pour l'année 2020-2021, 402 élèves pour 12 classes ; sa proportion par salle donne 34 élèves. Cependant, avec la norme éducationnelle qui prévoit 55 élèves par salle, EP1 BAMBU a la capacité d'absorber 660 élèves. Donc, elle peut encore accueillir 258 élèves de plus dans son sein

Pour EP2 BAMBU, elle a inscrit 407 élèves pour 9 classes ; sa proposition par salle donne 46 élèves. Et en suivant la norme éducationnelle, cette école a la capacité d'absorber 495 élèves. Donc elle a la probabilité d'accueillir encore 88 élèves de plus

Il en est de même pour l'EP KILOMOTO qui a inscrit 193 élèves pour 6 salles de classes, elle a une proportion de 33 élèves par salle tandis qu'elle a la capacité d'accueillir 330 élèves a son sein. Donc , on peut y encore ajouter 137 enfant de plus.

## Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
AUCUNE	AUCUNE	ZS Bambu	RAS	Aucune assistance apportée jusqu'à présent

## Gaps et recommandations

### Gaps :

Axes Bambu-Petsi, Bambu-Tsili, Bambu-Ngabulo, Bambu-Nyarada, Bambu-Kobu et Bambu-Tchudja dans la zone de santé de Bambu n'ont pas été visité faute d'accessibilité sécuritaire qui est très difficile. Et ces zones sont surveillés et commandées par les groupe milices Armés

### Recommandations :

- Appuyer les enfants (élèves) en kit scolaire car leurs parents sont dépourvu de tous les moyens suite à la crise ;
- Réhabiliter certaines écoles dans la zone de provenance et augmenter les nombres des salles de classes ainsi que les toilettes dans la zone d'arrivée et de retour
- Construction de latrines pour les élèves et enseignants ;
- Construction de sources d'eau pour les écoles de la zone car elles c'est insuffisante.

## 7 Annexes

### 1 Annexes

#### Annexe 1 : contacts des informateurs-clé :

N°	NOM ET POST NOM	FONCTION	ZONE DE SANTE	TELEPHONE
01	JEAN-PAUL TSUNDE	Médecin chef de zone	Bambu	+2438101664437
02	CRISTOPH MAGBO	Médecin directeur	Bambu	+243818886350
03	MIRINDI MURIME GIDE Jean de Dieru	Administrateur gestionnaire	Bambu	+243828278771
04	BANGA DHENU Christ	Chef de groupement a,i	Bambu/mission	+243830386020

Mission conjointe Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle

05	MATESO BABI FRANCOIS	ADR	Bambu/mission	+243830136580
06	MASUMBUKO IZA JACQUES	Directeur de l'EP 1 Bambu	Bambu/mission	+243812284978
07	TUMBU RAMAZANI SHABATOIS	Secouriste	Bambu/mission	+243822329646
08	MATATA DRAMANI PAUL	Président LORI	Tchudja	+243819452929
09	LOKANA KAKAKPA IDRIS	Coordonnateur de la société civil	Bambu /mission	+243828696875
10	DJAIMBU NGBAPI OLIVIER	Secrétaire de la communauté Lendu	Bambu /mission	+243825822260
11	VINCENT MATESO	Curé de la paroisse	Bambu /mission	+243827325309
12	GERVAIN	Econome de la paroisse	Bambu /mission	+243814762058

**Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation**

NOM	ORGANISATION	SEXE	secteur	FONCTION	Adresse mail	TELEPHONE
01	BANIDOLWA MUGOMOKO Kujua	M	AME/ABRIS	Assistant au Programme	<a href="mailto:banykujua@gmail.com">banykujua@gmail.com</a>	+243813757578
02	Yves Muyisa	M	SECAL	Chef de projet	<a href="mailto:yves@mavunocongo.org">yves@mavunocongo.org</a>	+243823160039 +243991082769
03	BAHATI DHEGRU David	M	SECAL	Assistant Suivi et Evaluation	<a href="mailto:bahatidhe@gmail.com">bahatidhe@gmail.com</a>	+243 826 000 523 +243 970 023 798
04	MUHINDO MASTAKI	M	SECAL	Agronome	<a href="mailto:mastakimuhindo7@gmail.com">mastakimuhindo7@gmail.com</a>	+243 994 088 146
05	Gaston Mukandwa	M	SANTE - NUTRITION & PROTECTION	Team Leader AVSI	<a href="mailto:gaston.MukadwaNdala@avsi.org">gaston.MukadwaNdala@avsi.org</a>	+243816834770
06	MUSAGARA Junior	M	SECAL	CONSULTANT AVSI	<a href="mailto:musagarajunior@gmail.com">musagarajunior@gmail.com</a>	+243818450935
07	Georgine MULUMBA	F	EDUCATION	CONSULTANTE AVSI	<a href="mailto:georginemulumba91@gmail.com">georginemulumba91@gmail.com</a>	+243825047012
08	DIEU MERCI	M	SANTE/NUTRITION	Superviseur santé	dieumerciumul@gmail.com	0822795932 0852771431

Photographie :





Le phénomène maisons abandonnées après attaques et pillées par les hommes en uniformes à Bambu et environs.